(A)

(N° 91.)

SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 12 JUIN 1873.

Rapport de la Commission de la Justice, chargée d'examiner le Projet de Loi portant création d'un canton de Justice de paix de Boom et suppression du canton judiciaire de Wilryck.

(Voir les Nos 153 et 181 de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. le BARON DELLAFAILLE, Président ; F. DOLEZ, le Comte DE ROBIANO, PIRMEZ, H. DOLEZ, le BARON D'ANETHAN, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le Projet qui vous est soumis crée un canton de Justice de paix et en supprime un autre. Cette création et cette suppression sont approuvées par toutes les autorités consultées, et la mesure est conforme aux vœux et aux intérêts de la grande majorité des habitants.

Le canton de Wilryck, qui est supprimé, n'avait qu'une population de 10,421 habitants, tandis que le nouveau canton, celui de Boom, comptera 20,696 habitants, dont 10,347 dans le chef-lieu même. Le canton de Contich, qui perd quelques communes, destinées à former le canton de Boom, reçoit d'autres communes provenant du canton de Wilryck supprimé, et conserve une population de 20,053 habitants.

Ces répartitions paraissent convenablement faites, et relativement à l'importance des cantons qui sera, à peu de chose près, égale, et relativement aux relations habituelles des habitants, qui se trouveront ainsi soit conservées, soit même facilitées.

Ces courtes observations justifient suffisamment les art. 1 et 2 qui ont été adoptés par votre Commission. L'art. 3 modifie le tableau actuel, quant aux conseillers provinciaux : le nombre reste fixé à cinq pour les deux cantons. Le canton de Boom, ayant une population un peu supérieure et le chef-lieu de canton étant beaucoup plus important, aura trois conseillers à élire, et le canton de Contich seulement deux. Ce partage ne peut soulever aucune objection.

La mesure transitoire de l'article 4 a pour but la conservation de droits acquis ; cette mesure est non-seulement juste pour les notaires, elle est aussi utile pour les habitants, qui pourront ainsi continuer leurs relations d'affaires avec les notaires actuellement en fonctions.

L'article 5, qui règle le cours de la justice pour les causes pendantes, ne rencontre aucune objection.

L'article 6, qui conserve au juge de paix et au greffier du canton supprimé leur traitement jusqu'à ce qu'ils soient remplacés, a été, à la Chambre des Représentants, l'objet de quelques observations, en ce qui concerne le greffier ; mais les explications données par M. le Ministre de la Justice y ont complètement répondu. — Il résulte de ces explications que le greffier du canton supprimé de Wilryck ne peut pas imposer en quelque sorte au Gouvernement l'obligation de lui continuer son traitement si, appelé à remplir les fonctions de greffier dans un autre canton, il s'y refuse. Le greffier n'est donc pas mis par la loi dans la même position qu'un magistrat inamovible ; il reste à la disposition du Gouvernement, et dès lors la mesure, toute d'équité, que consacre l'art. 6 ne peut donner lieu à aucune critique fondée.

Le *statu quo* est maintenu par l'article 7 pour l'élection éventuelle d'un conseiller provincial avant l'expiration du mandat des titulaires actuels. Cette disposition est la seule pratique, la seule juste, puisqu'elle maintient les droits de chaque canton tels qu'ils étaient fixés pour la durée du mandat conféré aux conseillers provinciaux lors de leur élection.

Votre Commission de la Justice a l'honneur de vous proposer l'adoption du Projet de Loi.

Le Rapporteur,
Baron D'ANETHAN.

Le Président,
Baron DELLAFAILLE.